

Considérations clés: le contexte de la province de l'Équateur, RDC

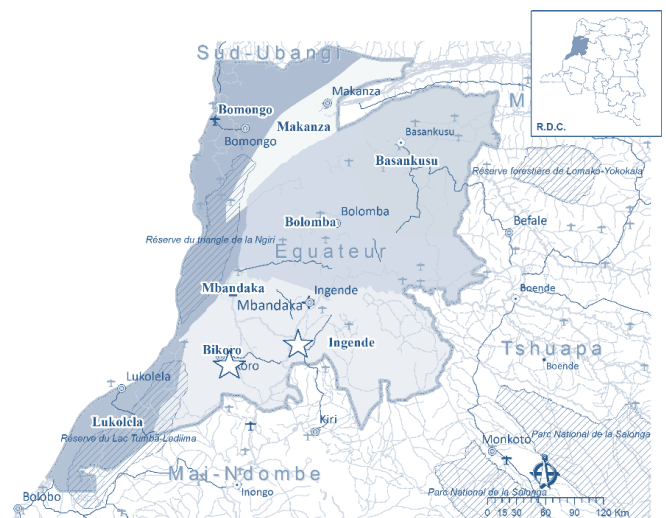
Cette note stratégique résume les considérations clés inhérentes au contexte de la province de l'Équateur vis-à-vis de la flambée épidémique d'Ébola en RDC, en juin 2018. Une analyse plus complète devrait être faite avec la population affectée, mais en raison de la transmission qui se poursuit, la priorité a été accordée à la communication des points clés et des recommandations immédiates dans la province de l'Équateur.

Cette note stratégique est basée sur une étude rapide de la littérature grise publiée existante, des recherches ethnographiques professionnelles réalisées dans la région équatoriale élargie de la RDC, des communications personnelles avec les agents administratifs et les autorités sanitaires dans le pays, et de l'expérience de précédentes flambées épidémiques d'Ébola. Lors de l'élaboration de cette note stratégique, des discussions informelles ont eu lieu avec des collègues de l'UNICEF, de l'OMS, de la FICR et du Groupe de sciences sociales GOARN, et des contributions ont été apportées par des conseillers experts de l'Institut Pasteur, du CNRS-MNHN-Musée de l'Homme Paris, de la KU Leuven, du Social Science Research Council, de l'École d'économie de Paris, de l'Institut de Recherche pour le Développement, du Réseau Anthropologie des Epidémies Emergentes, de la London School of Hygiene and Tropical Medicine, de l'Université d'Édimbourg, de l'Université de Stellenbosch, de l'Université du Wisconsin, de l'Université Tufts, de l'Institute of Development Studies, d'Anthrologica et autres. Cette note stratégique a été développée par Lys Alcayna-Stevens et Juliet Bedford, et sa responsabilité revient à la Social Science in Humanitarian Action Platform.

Aperçu

- **Structure administrative** – La RDC est divisée en 26 provinces. En 2015, en vertu de la Constitution de 2006, l'ancienne province de l'Équateur a été divisée en cinq provinces, y compris la nouvelle Province de l'Équateur, plus petite, dont la capitale provinciale reste toujours Mbandaka.¹ La province a une population de 2 543 936 habitants et est régie par le gouvernement provincial dirigé par un gouverneur, un vice-gouverneur, et des ministres provinciaux (par exemple, de l'agriculture).² Chaque province est sous-divisée en territoires. La province de l'Équateur est dotée de sept territoires, dont Bikoro, qui a été le plus affecté par la flambée épidémique d'Ébola actuelle (voir carte ci-dessous).
- **Climat et topographie** – La province de l'Équateur bénéficie d'un climat d'un climat tropical avec des forêts denses humides, des zones marécageuses, des tourbières inestimables à l'ouest (le long de la frontière avec la République du Congo) et quelques petites prairies au sud. Le fleuve Congo traverse l'ouest de la province, avec plusieurs affluents importants prenant leur source dans la province de la Tshuapa, à l'est, tels que le Ruki et la Lulonga. Au sud, le lac Tumba (dont la superficie est estimée entre 500-765 km²) fait partie à la fois de la province de l'Équateur et de la province de Mai Ndombe adjacente. Le lac est bordé par une importante forêt marécageuse sur le Territoire de Bikoro. Les précipitations varient tout au long de l'année (la pluviosité mensuelle se situe entre 80-210 mm). La majorité des précipitations tombent entre mars et mai (connu sous le nom d'*Ikulu*) et entre août et décembre (connu sous le nom de *Bongoi*), même si les saisons peuvent varier dans leur durée et que la pluie tombe tout au long de l'année. Lors de la flambée épidémique d'Ébola actuelle, les précipitations ont provoquées des inondations sur le Territoire de Bikoro, qui ont bloquées des routes et ont entravées l'accès à certaines régions.
- **Infrastructure** – La province de l'Équateur manque d'infrastructures de base, y compris l'électricité et l'eau courante. SNEL (la compagnie d'électricité nationale) approvisionne certaines parties de la ville en électricité de manière sporadique uniquement (par exemple, lorsqu'un dirigeant politique est en ville ou à l'occasion d'un événement majeur). Il est de plus en plus courant que les foyers, les entreprises et les institutions au sein de la province produisent leur propre électricité grâce à des groupes électrogènes diesel ou des panneaux solaires. La province est dotée d'un réseau routier, mais celui-ci est en mauvais état et n'est pavé que sur 43 km. Même dans la ville de Mbandaka, la plupart des rues et des avenues sont des chemins de terre. Il n'y a pas de voies ferrées et les trajets sur de longues distances dépendent du fleuve et d'autres voies navigables. De nombreuses zones (par exemple, la zone couverte par l'établissement de santé d'Ikoko-Impenge) ne sont pas accessibles à moto. Il y a deux pistes d'atterrissage utilisables dans la province : celle de Ntondo (à 12 km au sud de la ville de Mbandaka) et celle de Boteka (Territoire d'Ingende). Il y a habituellement des vols réguliers entre Mbandaka et la capitale, Kinshasa, et entre Mbandaka et Bangui, la capitale de la République centrafricaine (RCA). Toutefois, en raison de la flambée épidémique d'Ébola actuelle, un certain nombre de vols ont été suspendus. Depuis le début de la flambée épidémique, un pont aérien assuré par hélicoptère a été établi par l'UNHAS

<https://www.caid.cd/index.php/donnees-par-province-administrative/province-de-equateur/?donnees=fiche>



(Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies). Mbandaka dispose de réseaux de téléphonie mobile (Airtel, Orange, Vodacom), mais la couverture est éparse dans la ville et faible, voire inexistante dans le reste de la province. Il existe plusieurs cybercafés dans la ville de Mbandaka qui fournissent un accès à Internet. Il y a plusieurs sociétés de services financiers à Mbandaka (par exemple, Western Union, BIAC, TMB), mais ils se limitent à la ville. Les commerçants peuvent parfois échanger des dollars américains (USD) contre des francs congolais (CDF), même dans les villages, mais la quasi-totalité des transactions, y compris à Mbandaka, se font en CDF.

- **Contexte politique** – La région de l'Équateur, en particulier au nord du fleuve Congo, est connue comme le bastion de l'opposition pour le soutien accordé à Jean-Pierre Bemba, le chef du groupe de dissidents transformé en parti politique, *Mouvement de Libération du Congo* (MLC). Jean-Pierre Bemba a été contraint à l'exil en 2007 après avoir perdu de peu les élections d'après-guerre historiques de 2006 contre Joseph Kabila, et le leadership de l'opposition du MLC a été de courte durée.³ A l'occasion d'une action qui, aux yeux de nombreux congolais, revêtait un caractère politique, Jean-Pierre Bemba a été arrêté par la Cour pénale internationale peu de temps après et, en avril 2016, a été reconnu coupable de crimes de guerre commis en RCA.⁴ Toutefois, contre toute attente, il a été acquitté par la CPI le 8 juin 2018. Il demeure populaire dans le pays et pourrait revenir pour défier le Président Kabila ou son successeur, dans le cas où des élections seraient organisées en décembre 2018. Malgré un sentiment anti-Kabila grandissant, il n'y a actuellement aucun groupe politique actif dans la province de l'Équateur, mis à part le parti au pouvoir, le Parti du Peuple pour la Reconstruction et la Démocratie (le parti du Président Kabila) et le MLC affaibli et fragmenté. Les élections ont été reportées (depuis décembre 2016) et l'Église catholique a pris l'initiative de servir d'intermédiaire dans un consensus politique. Les laïcs catholiques organisent des manifestations pacifiques dans les principaux centres urbains depuis décembre 2017. Des manifestations antigouvernementales organisées par des jeunes et d'autres militants ont généré plusieurs centaines d'arrestations, et ont fait plusieurs dizaines de blessés et au moins un mort dans la ville de Mbandaka.⁵ Les élections sont actuellement prévues pour le 23 décembre 2018, mais de nombreux congolais mettent en doute la sincérité du gouvernement quant à leur organisation et à une passation de pouvoir pacifique.^{6,7} L'organisation Transparency International classe le secteur public de la RDC comme étant extrêmement corrompu, et la corruption et la violence de l'État (en particulier de la part des forces de police) ont généré de la méfiance vis-à-vis du gouvernement à Kinshasa et des représentants de l'état dans les zones rurales et urbaines de la province de l'Équateur.⁸ Si les autorités de Kinshasa empêchent Jean-Pierre Bemba de revenir dans le pays ou de se présenter aux élections, il y aura probablement des manifestations publiques et des troubles dans la région élargie de la province de l'Équateur, où il est considéré comme un *mwana mboka*, ou fils de la terre.
- **Population et ethnicité** – La population de la province de l'Équateur serait de 2 543 936 habitants. La majorité de la population est issue du groupe ethnique des Mongo, et parle les langues apparentées (à savoir, mongo, ekonda, nkundo, ntomba) et est originaire de la région équatoriale. Le groupe ethnique des Mongo est l'un des plus peuplé en RDC, avec celui des Kongo et des Luba.⁹ Parmi les autres groupes ethniques importants, on trouve les Ngombe au nord, et les Dzamba, Lobala, Baloi et Mabinza au nord-est de la province le long du fleuve Congo. Il y a également des groupes de Twa (parfois localement nommés Batswa, Balumbe, Basamalia, ou Bilangi) en particulier sur les territoires d'Ingende et de Bikoro, à l'est et au sud de la province. Ces communautés avaient été classées sous le terme de « pygmées » par les premiers ethnologues européens, bien que le terme soit désormais largement considéré comme péjoratif. De manière générale, les Twa disposent de peu de ressources et de droits à la terre, et sont souvent marginalisés ou exploités par les autres groupes ethniques. Les tensions entre les groupes ethniques, voire même entre les villages d'un même groupe ethnique, n'ont pas été attestées par de nombreuses sources dans le passé, mais devraient être davantage étudiées et prises en considération lors de la phase d'intervention, en particulier concernant la distribution des ressources.
- **Langue** – Le français est la langue de l'administration et elle est parlée par les personnes ayant un niveau d'études élevé dans la province de l'Équateur. Le lingala est la *lingua franca* utilisée par la plupart des gens, bien que les personnes ayant un niveau d'études plus faible, y compris certaines femmes et certaines communautés soient susceptibles de ne pas parler lingala. Dans les années 1930, les missionnaires catholiques du Sacré-Coeur avaient introduit une langue formalisée, le lonkundo-mongo, qui est toujours utilisée dans les écoles et les églises, mais pas à la maison. L'Équateur est une province pluriethnique et de nombreuses langues sont parlées au niveau local (voir ci-dessous).
- **Moyens de subsistance** – La majorité de la population dépend de l'agriculture comme moyen de subsistance et des cultures commerciales. Les populations pratiquent également la chasse, la pêche, et la cueillette de plantes médicinales et comestibles dans la forêt, ainsi que la collecte de bois pour la production de charbon. A l'intérieur et autour des centres urbains ou des centres ruraux plus importants, de nombreuses personnes participent aux échanges et au commerce.
- **Programme de travail civique et associations** – Dans toute la province, des membres de la communauté réalisent régulièrement des travaux de construction et d'entretien, y compris le nettoyage de routes et la construction de ponts dans le cadre du programme de travail civique national obligatoire (*salongo*) instauré par le Président Mobutu. Dans de nombreuses communautés, les populations forment des associations autour de la religion, de l'agriculture, de l'élevage, des initiatives de développement, des femmes et des jeunes, et ces associations peuvent jouer un rôle important dans la participation des communautés et la sensibilisation.
- **Jeunes** – La RDC a une population extrêmement jeune, avec environ 42 % de la population âgée de moins de 15 ans, et 62 % de la population âgée de moins de 25 ans.^{10,11} Des données démographiques similaires sont également signalées dans la province de l'Équateur. Les acteurs étrangers et l'activité économique croissante sont considérés par les jeunes (en particulier les jeunes hommes) comme des opportunités de trouver un emploi et du travail à temps partiel. Nombre d'entre eux chercheront des opportunités de travailler pour ou avec les équipes d'intervention (en fournissant une aide avec la logistique ou le travail manuel) et il a été signalé que des jeunes manifestaient pour déposer des candidatures à des emplois lors de la flambée épidémique actuelle. L'intervention devrait mobiliser de manière positive les groupes de jeunes et autres associations pour soutenir et contribuer à la mobilisation de la communauté, à la recherche de contacts, ainsi qu'à la réalisation d'inhumations sécurisées et dignes, et à fournir leur aide avec la logistique, y compris le nettoyage des routes d'accès. Tous les membres de la communauté impliqués dans ces activités devraient recevoir une rémunération adéquate pour leur travail.

- **Femmes** – De manière générale, les femmes sont plus émancipées dans la ville de Mbandaka que dans les villages (par exemple, plus susceptibles de poursuivre des études ou d'être propriétaire d'une petite entreprise), et il existe plusieurs associations de femmes. Néanmoins, très peu de femmes occupent des postes au sein du gouvernement, et la plupart d'entre elles sont engagées dans le commerce (la plupart des vendeurs sur les marchés sont des femmes) et le travail domestique non rémunéré. De nombreuses femmes, aussi bien dans les zones rurales que dans les zones urbaines, fabriquent et vendent également de l'alcool en distillant du maïs et du manioc fermenté (appelé *lotoko* en lingala). Pour impliquer les femmes de manière positive, des sessions devraient être organisées dans leur langue maternelle, et dans un environnement au sein duquel elles se sentent à l'aise pour demander des explications, ce qui n'est pas toujours le cas lors de réunions mixtes. Les associations de femmes et les groupes religieux peuvent aider à mobiliser les femmes au niveau de la communauté.
- **Religion** – De nombreux Congolais, en particulier dans les zones rurales, associent le christianisme avec les croyances traditionnelles axées sur l'importance des ancêtres, qui continuent de jouer un rôle actif dans la vie familiale depuis plusieurs générations. Les gens demandent souvent à leurs ancêtres la santé, de bonnes récoltes, la solution à un problème difficile, ou de l'aide et de la chance pour la chasse, la pêche, les examens, les matchs de football ou les longs trajets, par exemple. La religion est un élément central de la vie quotidienne en RDC et l'obtention du soutien et de la coopération de l'église et des chefs traditionnels seront essentiels au succès de l'intervention. En 2016, 52 % de l'archidiocèse de Mbandaka-Bikoro a été rapporté comme étant catholique. L'état colonial belge avait autorisé et subventionné les missions catholiques (essentiellement belges) pour qu'elles établissent des écoles et des hôpitaux dans toute la colonie, et l'église détient et gère toujours un vaste réseau d'hôpitaux, d'écoles et de cliniques. Caritas est une structure formelle de l'Église catholique en RDC. Elle s'occupe de la logistique, des soins de santé d'urgence et du développement durable. Elle organise le transport des traitements des employés du gouvernement (y compris les professeurs et les professionnels de la santé) à l'intérieur du pays, et participe à l'intervention contre la flambée épidémique d'Ébola actuelle. L'Église catholique est impliquée dans les initiatives de communication des risques et, par précaution, les églises ont suspendu les sacrements.¹² Traditionnellement, les missions protestantes (principalement nord-américaines, britanniques et scandinaves) fournissaient également des services médicaux et d'enseignement au sein de la région. Les confessions sont désormais fédérées sous le titre d'*Église du Christ au Congo* (ECC). Suite à l'exode des missionnaires étrangers lors des guerres qui ont éclaté dans les années 1990, elles sont maintenant dirigées par des pasteurs congolais. Les églises pentecôtistes (*églises de réveil*) se sont multipliées dans la région et ne sont pas fédérées sous l'ECC. Un faible pourcentage de la population résidant à Mbandaka est musulman. On a récemment assisté à un conflit à petite échelle et localisé entre les Musulmans et les Chrétiens dans la région, mais il semble avoir été généré par des réclamations personnelles plutôt que par des tensions religieuses.¹³
- **Étiologies locales** – D'après les croyances locales en matière de santé, les décès et les maladies sont rarement dus à des « causes naturelles » uniquement. Même s'il est reconnu qu'un individu soit atteint d'une maladie biomédicale (par exemple, la tuberculose), on continuera de chercher la raison pour laquelle cet individu a contracté cette maladie. Les causes sous-jacentes d'une maladie sont souvent liées au mécontentement des ancêtres, à des esprits des forêts en colère (*bilima* en lingala), à des devins ou « guérisseurs » (*féticheur* en français local, ou *nganga* en lingala) qui ont été payés pour provoquer les maladies, ou à des « sorciers » jaloux (*ndoki* en lingala). Les populations ont souvent recours à la fois à la biomédecine et à la « médecine traditionnelle » (*nkisi ya bokoko* en lingala) consécutivement ou en parallèle pour des questions d'accès et de coût ainsi que de croyances locales en matière de santé. La « médecine traditionnelle » inclut les herbes médicinales, la fumigation, la scarification, les massages, etc. Il est également de plus en plus courant que les populations cherchent à se faire soigner par les chefs religieux (voir note stratégique SSHAP sur les comportements relatifs aux soins médicaux pour plus d'informations).
- **Système médical** – La province de l'Équateur compte 16 zones de santé et 284 centres de santé. Les zones de santé sont généralement organisées autour d'un hôpital général. Les zones de santé ne correspondent pas directement aux territoires. Ceci explique la raison pour laquelle certains cas d'Ébola ont été signalés dans la zone de santé de Bikoro et d'autres dans la zone de santé d'Iboko, qui sont toutes deux situées sur le territoire de Bikoro. Les zones de santé sont sous-divisées en zones de santé plus petites (*aires de santé*), qui sont organisées autour de centres de santé, et sont également susceptibles de contenir un ou plusieurs postes de santé. Il est rare qu'un médecin soit présent au niveau d'une zone de santé et la plupart des services sont fournis par des infirmières, des sages-femmes et du personnel de santé auxiliaire. Les centres de santé et les postes de santé reçoivent des fournitures médicales de la part d'organismes internationaux par l'intermédiaire de l'hôpital général, mais ils font face à des pénuries fréquentes et peuvent parfois manquer de médicaments, d'équipements et autres matériaux. Les salaires arrivent fréquemment avec du retard ou ne sont pas payés, et les membres du personnel médical participent souvent à des activités agricoles ou autres rémunérées pour compléter leurs revenus. De nombreux membres du personnel exerçant dans des postes de santé isolés manquent de formation médicale formelle et apprennent en observant un autre professionnel de santé. Les agents de santé communautaires (*relais communautaires* ou RECO), les unités d'animation communautaires (*Cellule d'Animation Communautaire* ou CAC) et les comités de santé locaux (*Comité de Développement Sanitaire* ou CODESRA) sont essentiels pour la communication des risques et la recherche de contacts, mais disposent de ressources limitées et manquent de moyens de transport nécessaires pour effectuer leur travail correctement. Par conséquent, outre le fait de répondre aux besoins immédiats, l'intervention doit également viser à renforcer les capacités locales.
- **Zones touchées par la flambée épidémique actuelle** – L'épicentre de la flambée épidémique est localisé dans les villages situés le long de ou à proximité de la route entre les deux étoiles indiquées sur la carte (voir ci-dessus). Cette zone se trouve à 100-200 km de Mbandaka, une durée de trajet estimée à environ 5 heures de route avec un véhicule 4x4, bien que de nombreux villages affectés soient inaccessibles par la route. Au moment de la rédaction de cette note stratégique, le principal objectif de l'intervention consiste à mettre en place une surveillance expéditionnaire, une recherche de contacts et un système de vaccination dans la petite ville marchande d'Itipo (zone de santé d'Iboko) et dans les villages environnants, y compris dans les villages situés sur le Territoire avoisinant d'Ingende. L'autre zone de santé touchée est Wangata, qui constitue l'une des deux zones de santé de la ville de Mbandaka. Elle est située dans le secteur sud de la ville, sur la route menant à la ville et au territoire de Bikoro.

Capitale provinciale – Ville de Mbandaka

- **Structure administrative** – Mbandaka a une population de 1 244 227 habitants.¹⁴ La ville de Mbandaka elle-même est indépendante du reste de l'administration territoriale de la province et comprend deux communes : Wangata (population 646 228 habitants) et Mbandaka (population 597 999 habitants).¹⁵ La commune de Mbandaka dispose d'un hôpital général et d'une clinique universitaire (UNIMBA), et la commune de Wangata dispose de trois hôpitaux généraux.
- **Ethnicité et langue** – La population de la ville de Mbandaka comprend diverses ethnies. La majorité d'entre elles sont issues du groupe ethnique Mongo et sont venues s'installer dans la ville en provenance d'autres zones de la région équatoriale. Les premiers habitants de la terre sur laquelle la ville a été bâtie le long de la rivière Ruki et du fleuve Congo, sont appelés Ngele'a'ntando (« *population en aval* » en langue lomongo) ou « *les Riverains* ». Il existe des dizaines d'autres groupes ethnolinguistiques à Mbandaka originaires de la région équatoriale (par exemple, les Ngombe et les Libinza), de Kinshasa, et, dans une moindre mesure, d'autres régions du pays et de pays avoisinants (par exemple de la République du Congo et de la République centrafricaine). Les Twa vivent et travaillent également dans la ville, bien qu'ils soient rarement propriétaires de maisons ou de terres, et qu'ils soient souvent marginalisés ou exploités par d'autres groupes ethniques. Bien que le lingala constitue la langue principale, plus de 40 langues sont parlées dans la ville de Mbandaka et dans ses environs.¹⁵ Les populations du groupe ethnique des Mongo parlent les langues connexes (par exemple, mongo, mbole, bongando, ekonda, nkundo, ntomba). Les locuteurs de langue mongo comprennent les autres langues dans le groupe des langues mongo bien qu'ils ne les parlent pas, et les individus communiquent souvent en plusieurs langues au sein des divisions ethniques.
- **Moyens de subsistance et économies locales** – La majorité de la population à Mbandaka travaille dans le commerce, en tant que commerçants enregistrés et non enregistrés, et vendent de l'alimentation, des vêtements et des articles ménagers (seaux, ustensiles de cuisine, fournitures de bureau, meubles, etc.) sur des marchés ou dans de petites boutiques. Les individus travaillent également en tant que tailleurs, mécaniciens, charpentiers et peintres. D'autres vendent de l'essence ou des recharges de téléphone portable, ou travaillent dans des cybercafés, des restaurants de petite envergure ou les quatre petits hôtels de la ville (Hotel Benghazi, Wimpey Hotel, Nina River Hotel, Afrique Hotel). Certains recueillent et vendent de l'eau provenant des rivières et ruisseaux avoisinants. D'autres travaillent pour Bralima, une brasserie appartenant à Heineken International. Les personnes les plus éduquées travaillent pour l'état (professeurs, professionnels de la santé et employés du gouvernement provincial), et à l'Université de Mbandaka (UNIMBA) et l'Université de Cepromad (UNIC), qui sont dotées de facultés de sciences sociales susceptibles de contribuer à l'intervention. Plusieurs ONG internationales et nationales détiennent des bureaux dans la ville et fournissent des opportunités d'emploi pour des chauffeurs de moto, des cuisiniers et des agents de sécurités. Les Ngele'a'ntando ou Riverains sont les propriétaires des terres agricoles situées autour de la ville, et les seuls à produire des cultures (principalement, du manioc, du maïs et du plantain). Ils emploient des ouvriers agricoles et vendent leurs produits sur les marchés de Mbandaka. De nombreux Twa vivant à Mbandaka ne possèdent pas de logements permanents, mais trouvent du travail en construisant des maisons pour les autres et se déplacent de chantier en chantier.
- **Mobilité et mouvement** – Il y a un degré élevé de mouvement entre Mbandaka et les zones rurales, et les populations se rendent fréquemment à l'intérieur pour acheter et/ou vendre des marchandises (huile de palme, alcool produit localement, poisson fumé, viande d'animaux sauvages, manioc séché), assister à des cérémonies (telles que des funérailles), rendre visite à des proches et réaliser des activités de subsistance (comme par exemple, recueillir des chenilles, dont la saison coïncide avec les vacances scolaires de juin à septembre). La ville de Mbandaka n'est pas reliée aux autres villes par les réseaux routiers et tandis qu'il n'y a ni bus ni taxis dans la ville, il y a des taxis-motos et des taxis-vélos (*tolekistes*) qui doivent être directement ciblés par les initiatives en matière de communication des risques et de participation communautaire. La ville de Mbandaka est un port fluvial et un point d'arrêt important pour les bateaux bondés qui remontent le fleuve vers la ville de Kisangani (population 1,6 million d'habitants) et la région orientale, et descendent le fleuve vers les villes de Brazzaville (population 1 million d'habitants) et de Kinshasa (population 11 millions d'habitants). Le fleuve relie également Mbandaka à la partie nord de la province, à la République du Congo et à la République centrafricaine (RCA) (y compris Bangui, population 1 million d'habitants). Depuis que la compagnie de transport public (ONATRA) a cessé ses activités à l'intérieur lors des conflits survenus dans les années 1990, les trajets maritimes sont organisés par des particuliers, et génèrent souvent des accidents et des décès (le dernier en date ayant eu lieu le 25 mai dernier).¹⁶ Le port et l'aéroport de Mbandaka sont sous surveillance permanente, et la marine est utilisée pour contrôler la navigation fluviale. Compte tenu des actes d'intimidation et de harcèlement que les Équatoriens associent parfois avec les barrages de la marine et de l'armée le long du fleuve, ceci n'est pas susceptible d'être bien accueilli par tous les voyageurs. Les gouvernements de la RCA et de la République du Congo travaillent en étroite collaboration avec la RDC depuis que la flambée épidémique actuelle a été déclarée, et demeurent en état d'alerte maximale.

Périphérie rurale – Territoire de Bikoro

- **Structure administrative** – Le Territoire de Bikoro présente une population de 798 079 habitants et la ville de Bikoro, située sur le Lac Tumba, a une population de 7 426 habitants.^{16,17} Bikoro dispose de trois hôpitaux et de 19 centres médicaux. Les zones rurales disposent d'une structure de gouvernance de leadership politique d'état et coutumier. L'autorité administrative la plus élevée au niveau territorial est l'*Administrateur du Territoire*. Bikoro est divisé en trois *secteurs* (Lac Ntomba, Elanga et Ekonda), chacun étant dirigé par un *Chef de Secteur*. Au sein de chaque *secteur* se trouvent plusieurs *groupements*, dirigés par un *Chef de Groupement* qui est également un leader coutumier et peut s'occuper à la fois d'affaires juridiques et relevant du droit coutumier au niveau du *groupement*. Au sein de chaque *groupement* se trouvent des villages, dont chacun est doté d'un *Chef de Village* (également appelé *Chef de Localité*) qui est élu par le village pour agir en tant que représentant de l'état pour le village pendant plusieurs années (Lac Ntomba détient 8 groupements et 88 villages ; Elanga détient 3 groupements et 83 villages ; Ekonda détient 6 groupements et 116 villages).

- Leadership coutumier** – Le *Chef de Groupement* est également un chef coutumier qui peut s'occuper d'affaires relevant du droit coutumier au niveau du *groupement*. Au niveau du village, chaque famille ou clan (*etuka* en lomongo) est doté(e) d'un chef patriarcal qui est sollicité pour résoudre les litiges. Le chef du clan le plus « ancien » du village est désigné sous le nom de *Notable* en français (*Nkumu* en lomongo). Ces structures de pouvoir varient selon les groupes ethniques, et l'on ne doit pas supposer que le *Notable* sera un homme âgé. Des relations de pouvoir concurrentielles surviennent souvent entre les dirigeants coutumiers et administratifs, et/ou entre les dirigeants coutumiers et la police. Tandis que de nouvelles opportunités d'emploi pour les jeunes ont engendré une émancipation financière plus importante de leurs aînés, les structures de leadership traditionnelles sont de plus en plus contestées, et les tensions intergénérationnelles sont susceptibles de générer des défis pour la prise de décision participative (par exemple si les aînés rejettent la présence d'étrangers tandis que les jeunes les accueillent dans l'espoir d'opportunités d'emploi supplémentaires). Des mécanismes de responsabilisation inadéquats signifient que les élites sont également susceptibles de monopoliser le leadership politique et de bénéficier des ressources qui étaient destinées aux organisations communautaires.¹⁸ Le leadership politique en RDC équatoriale peut être temporaire et les individus ont tendance à rejeter les dirigeants lorsqu'ils estiment qu'ils ne consultent pas ceux qu'ils représentent, ou semblent avoir plus d'avantages que les autres. Le transfert d'autorité est courant, et les intervenants ne doivent pas s'alarmer s'ils sont témoins d'antagonisme ou de fragmentation de groupe, souvent avec plusieurs personnes prétendant être les dirigeants en même temps, en particulier au sein des communautés Twa. Il est essentiel d'être vigilant et sensible à cette dynamique du pouvoir lors de l'identification des points d'entrée au niveau communautaire.
- Ethnicité et langue** – Les deux principaux groupes ethniques à Bikoro sont les Ntomba (45 %) et les Ekonda (30 %). Il y a également des Ngele'antando (15 %) qui sont généralement des pêcheurs le long du lac et du fleuve. Tandis que les Twa représentent environ 10 % de la population, leur nombre est difficile à déterminer dans la mesure où la discrimination généralisée peut en contraindre certains à dissimuler leur identité.¹⁹ Les Twa partagent la langue de leurs voisins et vivent souvent en interdépendance avec un autre groupe ethnique. Une étude a révélé que 97 % des foyers twa « appartenaient » aux Ntomba, tandis que 3 % « appartenaient » aux Ekonda.⁹ La nature de ces relations n'est pas claire, et est susceptible de varier d'un village à l'autre. Les populations mongo (Ntomba, Ekonda) prétendent souvent que les Twa « dépendent » d'eux depuis plusieurs milliers d'années, et les ont accompagnés (les Mongo) lorsqu'ils ont migré en provenance du nord-est du pays. D'autres ont suggéré que les Twa étaient les « habitants d'origine » des forêts. De manière générale, les Twa ne disposent pas de droits à la terre, mais peuvent chasser ou travailler pour un village ou une famille, à laquelle ils sont liés par des liens de parenté fictifs (par exemple les membres d'une famille twa peuvent être désignés comme étant les « enfants » de la famille mongo pour laquelle ils travaillent). La plupart des Twa vit à l'extrémité des villages mongo, ou dans des campements temporaires établis sur des terres appartenant aux populations mongo. La relation entre les Mongo et les Twa est hiérarchique, bien qu'il y ait des mariages mixtes (principalement des hommes mongo qui épousent des femmes twa). Les Twa sont souvent considérés comme étant subordonnés aux populations mongo, ou comme une caste distincte ou inférieure, décrits comme étant « sales » et n'étant pas autorisés à manger avec les autres groupes ethniques. Les Twa donnent le salut respectueux traditionnel (*losako*) à tous les hommes, toutes les femmes et tous les enfants mongo. La marginalisation des populations twa signifie qu'elles sont souvent illettrées, qu'elles manquent de ressources, et qu'elles peuvent être exclues de l'éducation et des services médicaux. Sur le territoire de Bikoro, la majorité de la population parle lingala (90 %), bien que ceux qui n'ont pas bénéficié d'un enseignement primaire (à savoir les Twa et certaines femmes) sont susceptibles d'être plus à l'aise en parlant dans leur(s) langue(s) maternelle(s), comme par exemple le lomtomba, le lonkundo, et le lekonda. Ceux qui ont suivi un enseignement secondaire ont souvent quelques notions de français.¹⁷
- Moyens de subsistance et économies locales** – Quasiment tous les foyers participent à la production agricole. La propriété de la terre est patrilinéaire. La priorité est accordée au manioc en tant qu'aliment de base, mais de nombreux foyers cultivent également du maïs, des patates douces, des légumes à feuilles, des haricots, du riz, de l'huile de palme, de la canne à sucre, des cacahouètes, du plantain, et différents fruits (par exemple, l'avocat, la papaye, le safou) comme moyen de subsistance et pour les vendre. Les cultures commerciales comprennent le café, le cacao et les noix de palme (pour l'huile). Plus de 70 % des denrées alimentaires de Mbandaka sont fournies par Bikoro. Le travail agricole est difficile et exigeant en main d'œuvre. De manière générale, les hommes fauchent et brûlent les champs, tandis que les femmes sèment des graines et cultivent les récoltes bien que le travail soit effectué aussi bien par les hommes que par les femmes si nécessaire. Les populations recrutent des membres de la famille, et s'ils peuvent se le permettre, peuvent employer des individus pour les aider à faucher et à brûler les champs. De nombreux foyers possèdent également un petit nombre d'animaux, principalement des volailles, mais également des chèvres, des cochons, et parfois du bétail. Les animaux sont une ressource qui peut être vendue pendant les périodes difficiles, mais qui sont fortement susceptibles de contracter des maladies et des infections pouvant dévaster le cheptel entier d'un *groupement*. Les populations passent également un temps considérable dans la forêt pour recueillir des plantes médicinales et comestibles et des fruits, ainsi que des chenilles et des termites. Les femmes coupent du bois de chauffage à usage domestique, et aussi bien les hommes que les femmes coupent du bois pour le vendre en tant que charbon à Mbandaka et Kinshasa. Ils recueillent également les feuilles de la plante grimpante *Gnetum africanum* (également appelée *fumbwa*) qui est une spécialité locale vendue sur les marchés de Mbandaka. Les femmes pêchent en construisant des digues et en écopant l'eau dans de petits ruisseaux et étangs pendant les saisons plus sèches (janvier et juin). Les hommes chassent, principalement avec des fusils et/ou des chiens dans la forêt, et posent également des pièges dans la forêt et dans les champs. La viande d'animaux sauvages est mangée ou vendue localement, ou est fumée et vendue dans les centres urbains avoisinants, y compris à Mbandaka. Le commerce de la viande d'animaux sauvages en pleine expansion signifie que les animaux sauvages deviennent de plus en plus rares, ce qui contribue à son tour à la malnutrition et à la pauvreté. Les Mongo chassent, tout comme les Twa, mais les Twa ont la réputation d'être des chasseurs et continuent à utiliser les formes traditionnelles de chasse, telles que les lances, les arcs et les flèches). Nombre d'entre eux vivent dans des campements de chasse temporaires et échangent de la viande contre des produits agricoles, de l'argent ou de l'alcool. Les Twa sont également connus pour être d'habiles collecteurs de miel. Le Lac Tumba constitue une ressource importante pour les moyens de subsistance et économies locaux, et la pêche est une activité courante avec des filets, des pièges, des crochets de ligne et du poison.²⁰ Les poissons destinés aux marchés commerciaux sont transportés par pirogue pour être vendus sur les ports situés le long du fleuve Congo. La demande croissante sur les marchés urbains a incité les équipes de pêche du sud à remonter le fleuve, en amenant des pêcheurs migrants dans la région de Bikoro. Certaines données indiquent la pratique d'une activité minière artisanale sur le territoire de Bikoro, ainsi qu'un certain nombre d'opérations inhérentes à l'huile

de palme. Les activités d'exploitation forestière formelles et informelles au sein de la région (par exemple sur le territoire d'Ingende) auraient généré des conflits fonciers.²¹

- **Mobilité et mouvement** – Il y a des mouvements fréquents entre le territoire de Bikoro et le territoire adjacent d'Ingende (Province de l'Équateur), et entre Bikoro et les territoires de Kiri et Inongo, dans la province de Mai Ndombe au sud. Dans les zones rurales, les populations se déplacent principalement à pied ou à vélo (pour parcourir parfois jusqu'à 500 km), ou en pirogue le long des affluents et des fleuves. Les personnes les plus aisées se déplacent en moto. Ces défis logistiques ont non seulement un impact sur les opérations d'intervention, mais doivent également être prises en considération lorsque l'on demande aux communautés établies dans des villages et campements forestiers isolés de se faire soigner ou de réaliser des inhumations sécurisées. Tandis que les communautés peuvent souhaiter se faire soigner, il se peut qu'elles ne disposent pas la capacité pour cela.

Référence

- ¹ Shonda, J.O. (n.d.) Équateur: au cœur de la cuvette congolaise. Musée Royal de L'Afrique Centrale. https://www.researchgate.net/profile/Joelle_De_Weerd/publication/304705867_La_flore_de_l%27Equateur/links/5777ba4b08aead7ba074597e/La-flore-de-lEquateur.pdf
- ² <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/SITREP-EVD-DRC-20180605-eng.pdf>
- ³ Carayannis, T. (2008). Elections in the DRC: the Bemba surprise. United States Institute of Peace, special report. Elections in the DRC: the Bemba surprise. United States Institute of Peace, special report. <https://www.usip.org/publications/2008/02/elections-drc-bemba-surprise>
- ⁴ Carayannis, T. (2016). The Bemba case and the ICC's future. <https://www.foreignaffairs.com/articles/central-african-republic/2016-04-05/making-justice-work>
- ⁵ <https://www.reuters.com/article/us-congo-protests/at-least-two-killed-in-crackdown-on-march-against-congos-kabila-idUSKCN1G90DI>
- ⁶ <https://www.reuters.com/article/us-congo-primeminister-exclusive/congo-election-remains-on-track-for-december-says-prime-minister-idUSKCN1GK1F9>
- ⁷ <https://www.reuters.com/article/us-congo-politics/congo-president-kabila-will-not-seek-third-term-drc-pm-idUSKBN1J825A>
- ⁸ <https://www.transparency.org/country/COD>
- ⁹ Appiah, A. and H.L. Gates (2010). Encyclopedia of Africa. Oxford University Press. pp. 14–15.
- ¹⁰ <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/cg.html>
- ¹¹ Mandjo, B. L. et al. (2015). Biodiversité dans la stratégie alimentaire des Pygmées Batwa de la région du Lac Tumba, République Démocratique du Congo. *International Journal of Innovation and Applied Studies*, 11(3), 742.
- ¹² <https://www.americamagazine.org/faith/2018/06/07/catholic-church-congo-suspends-sacraments-ebola-spreads>
- ¹³ <http://fr.africanews.com/2018/03/30/rdc-violences-entre-chretiens-et-musulmans-dans-une-ville-du-nord-ouest>
- ¹⁴ Rapports Annuels 2017: Mbandaka et Wangata
- ¹⁵ <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/DRC%20Ebola.pdf>
- ¹⁶ <https://www.radiokapi.net/2018/05/25/actualite/societe/rdc-50-morts-dans-un-naufage-dans-le-nord-ouest>
- ¹⁷ <https://www.caid.cd/index.php/donnees-par-province-administrative/province-de-equateur/territoire-de-bikoro/?secteur=fiche#>
- ¹⁸ Samndong, R. A. (2016). Institutional choice and fragmented citizenship in forestry and development interventions in Bikoro Territory of the Democratic Republic of Congo. In *Forum for Development Studies* (Vol. 43, No. 2, pp. 251-279). Routledge.
- ¹⁹ Duda, R. (2018). Les Pygmées Twa de la Province de l'Équateur (RDC): brève synthèse de la littérature anthropologique. Musée de l'Homme Paris.
- ²⁰ http://www.envirosecurity.org/espa/PDF/ESA_DRC_light.pdf
- ²¹ <https://www.radiokapi.net/actualite/2012/03/02/equateur-plus-de-350-familles-sans-abri-dans-le-territoire-de-bikoro>

Contacts

Veillez nous contacter si vous avez une demande directe relative aux interventions contre le virus Ébola en RDC, ou concernant une note stratégique, des outils, une expertise technique ou une analyse à distance supplémentaire, ou si vous souhaitez rejoindre le réseau de conseillers.

Pour contacter directement la Social Science in Humanitarian Action Platform, veuillez contacter par courriel Juliet Bedford (julietbedford@anthrologica.com) et Santiago Ripoll (s.ripoll@ids.ac.uk)

Centres de liaison clés Plateforme : UNICEF : Ketan Chitnis (kchitnis@unicef.org)
OMS : Ashaluck Bhatiasevi (bhatiasevi@who.int)
IFRC : Ombretta Baggio (ombretta.baggio@ifrc.org)
Centre de mobilisation sociale en RDC : (jdshadid@unicef.org)



La Plateforme Social Science in Humanitarian Action : A Communication for Development est un partenariat entre UNICEF, l'Institute of Development Studies (IDS) et Anthrologica. Un financement supplémentaire pour soutenir l'intervention de la Plateforme face au virus Ebola en RDC a été fourni par le Wellcome Trust.